

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/WP.25
30 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

GARANTIES DE SÉCURITÉ NÉGATIVES

Document de travail soumis par la République islamique d'Iran

1. Depuis que les premières bombes atomiques, d'un pouvoir de destruction 10 000 fois plus grand que les dispositifs explosifs précédents, ont été larguées sur Hiroshima et Nagasaki en août 1945, les États-Unis ont conçu et fabriqué des bombes thermonucléaires 1 000 fois plus destructrices que les bombes à fission. Le maintien de milliers de telles bombes dans les stocks des puissances nucléaires menace la civilisation et l'humanité elle-même, en proie à l'horreur et à la panique. Même après la conclusion du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), l'espèce humaine a continué à vivre sous la menace d'une utilisation éventuelle des pires armes de terreur et de destruction massive. La question de la protection des États parties au TNP non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi de telles armes a été et reste une question importante et vitale.

2. Au début des années 80, les cinq États dotés d'armes nucléaires, donnant suite aux demandes formulées à l'échelle internationale en faveur d'un traité juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité négatives contre les armes nucléaires ont, à titre de premier pas très limité, accepté certains engagements, assortis de réserves, de ne pas employer de telles armes contre des États parties au TNP ou contre ceux qui renoncent à en produire ou à en acquérir. Au début d'avril 1995, cet engagement a été réaffirmé par le biais de déclarations unilatérales des États dotés d'armes nucléaires et, le 11 avril 1995, juste quelques jours avant la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté sa résolution 984 par laquelle il a pris acte de ces déclarations unilatérales et a reconnu *«le désir légitime des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires d'obtenir... [des] assurance[s]»*. Le Conseil de sécurité est aussi très explicite en *«considérant que la ... résolution constitue un pas dans cette direction»*.

3. Les déclarations unilatérales des États et la résolution du Conseil de sécurité ont été dûment prises en compte, dans un ensemble de décisions, par la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995. Le principe 8 de la décision sur les Principes et objectifs dispose qu'*«il conviendrait d'envisager de nouvelles dispositions pour mettre les États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité à l'abri de l'emploi ou de la menace de telles armes. Ces dispositions pourraient consister en un instrument international ayant juridiquement force obligatoire.»*

4. Cependant, les nouvelles doctrines telles que celles qui sont exposées dans l'examen du dispositif nucléaire des États-Unis, la mise au point de minibombes nucléaires faciles d'emploi et l'augmentation récente du nombre de cas où de hauts représentants de certains États dotés d'armes nucléaires ont menacé des États qui n'en sont pas dotés (ainsi que l'a fait par exemple le Président français) et ceux-ci sont plus que jamais sous la menace réelle d'un emploi de ces armes.

5. En mettant au point de nouveaux types d'armes nucléaires faciles d'emploi et en désignant des États non dotés comme cibles de ces armements «inhumains», les États-Unis violent manifestement leurs obligations découlant de l'article VI du Traité et remettent gravement en question la fidélité à leur engagement unilatéral de 1995. Des centaines de millions de dollars ont déjà été alloués à des projets de mise au point d'armes nucléaires tels que le projet Trident du Royaume-Uni, à un projet de minibombes nucléaires des États-Unis et, récemment, au projet d'ajout d'un nouveau sous-marin nucléaire lanceur d'engins dans les arsenaux nucléaires français. La communauté internationale ne devrait pas attendre le déploiement ou même la menace de telles armes pour réagir. Ceux qui appliquent ces politiques et suivent ces pratiques n'ont apparemment tiré aucune leçon du cauchemar de Hiroshima et Nagasaki. L'attitude que les États-Unis et l'OTAN ont adoptée en proclamant officiellement la doctrine de menace ou d'emploi de l'arme nucléaire contre des États qui n'en sont pas dotés est inqualifiable.

6. Les déclarations unilatérales de 1995 et la résolution adoptée ensuite par le Conseil de sécurité de l'ONU sont indissociables de l'ensemble des mesures adoptées par la Conférence d'examen du TNP de 1995 et les efforts visant à saper les réalisations multilatérales dans le domaine du désarmement et dans d'autres domaines entament maintenant gravement la crédibilité même du TNP.

7. Selon l'Iran, l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre la menace ou l'emploi d'armes nucléaires. Les armes nucléaires ne devraient pas être associées à l'exercice de pressions politiques ou à une capacité de modeler les événements mondiaux ou d'influer sur eux ou d'amener des États souverains à revenir sur leurs décisions. Le maintien et le renforcement des arsenaux nucléaires devraient être condamnés et non excusés ou tolérés. Tout accroissement de la capacité nucléaire devrait être équivalent à une réduction de la crédibilité politique. Tant que les stocks d'armes nucléaires n'auront pas été éliminés, personne ne sera en sécurité. Il est donc essentiel maintenant de s'attacher, de manière concertée et avec une ferme détermination, à arrêter et inverser le mouvement rapide qui a été enclenché. Certains États dotés d'armes nucléaires ont essayé de créer des écrans de fumée dans les instances internationales, y compris dans le cadre du processus d'examen du TNP, pour détourner l'attention de leur bilan et de leurs politiques épouvantables.

8. En attendant l'élimination totale de ces armes inhumaines, la communauté internationale devrait en priorité poursuivre les efforts visant à conclure un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité négatives à donner aux États non dotés d'armes nucléaires.

9. Nous proposons donc que la prochaine Conférence d'examen établisse un comité qui serait chargé d'élaborer un projet d'instrument juridiquement contraignant sur le caractère illicite des armes nucléaires et sur l'octroi, par les cinq États dotés d'armes nucléaires, de garanties de sécurité aux États non dotés qui sont parties au Traité, et de soumettre ce projet à ladite Conférence, pour examen et adoption. À titre de première mesure à prendre pour traiter les questions interdépendantes de l'emploi illicite et des garanties de sécurité négatives, nous pensons que, comme la communauté des ONG l'a suggéré, la Conférence d'examen du TNP de 2010 devrait adopter une décision par laquelle elle déclarerait que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires contre des États qui n'en sont pas dotés sont interdits.

10. Nous invitons instamment cette Conférence à avancer d'un pas et à prendre une décision concrète sur les garanties de sécurité négatives à donner aux États non dotés d'armes nucléaires.
